



Council of
Global Unions
www.global-unions.org

Chair

Stephen Cotton,
ITF

Vice Chair

Christy Hoffman,
UNI Global Union

Secretary

Sharan Burrow,
ITUC

Les travailleurs et travailleuses du monde entier réclament un accès universel aux vaccins, aux technologies et aux produits médicaux destinés à lutter contre la COVID-19.

Les gouvernements doivent prendre des mesures de toute urgence. Déclaration du Conseil des Global Unions (CGU), 24 novembre 2021

Cela fait deux ans maintenant que la pandémie de COVID-19 sévit à travers le monde. Les travailleur·euse·s se sont mobilisé·e·s et ont risqué leur vie pour protéger celle des autres, leurs moyens de subsistance et l'économie mondiale. Ils·elles ont permis à la science et à la médecine de faire des avancées remarquables, grâce au développement rapide des tests de dépistage, des traitements, des médicaments, des dispositifs médicaux, des équipements de protection individuelle et, le plus important, des vaccins contre la COVID-19.

Malgré le dévouement de ces travailleur·euse·s, une poignée de gouvernements sabotent la reprise mondiale en faisant obstacle au partage de ces avancées médicales, entraînant davantage de décès et continuant à mettre en danger les travailleur·euse·s et les communautés. **Une action collective immédiate est nécessaire pour garantir un accès égalitaire et universel aux vaccins contre la COVID-19 et à l'ensemble des technologies et produits médicaux.**

Le mouvement syndical international **appelle tous les gouvernements, et en particulier le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse et la Commission européenne, à prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre à toutes et tous d'accéder aux vaccins contre la COVID-19 et leur demande de soutenir la dérogation ciblée et temporaire à l'ADPIC, proposée par l'Afrique du Sud et l'Inde à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), visant à lever un obstacle majeur à la protection des travailleur·euse·s et des communautés dans le monde**, à l'heure où le coronavirus continue de sévir. Le système de l'OMC prévoit la suspension des règles en matière de propriété intellectuelle dans des circonstances exceptionnelles. **La pandémie est clairement une circonstance exceptionnelle.**

Les travailleur·euse·s ont été les plus touché·e·s par l'accès inégalitaire aux vaccins, en particulier dans les pays en développement. Dans les pays où les approvisionnements sont rares, le personnel de santé et les travailleur·euse·s de première ligne attendent toujours leurs vaccins. Alors qu'ils restent déterminés à assurer la sécurité des sociétés et le bon fonctionnement des économies et des chaînes d'approvisionnement essentielles, une poignée de dirigeants et de sociétés pharmaceutiques leur font faux bond.

Le droit fondamental de travailler dans des environnements professionnels sécurisés ne peut être garanti sans un accès à la vaccination, quel que soit le



lieu où l'on vit. Ne pas assurer un accès équitable aux vaccins et aux traitements dans le monde constitue une menace existentielle, qui met en péril la sécurité des travailleur·euse·s et les droits humains, notamment le droit à la vie, le droit de bénéficier des plus hautes normes en matière de soins de santé, le droit de bénéficier des avancées scientifiques et le droit au développement.

Ces manquements menacent également la relance du secteur industriel. Le FMI a averti que l'absence d'initiatives pour accélérer la vaccination risquait de freiner la reprise et de provoquer une perte de 5.300 milliards en termes de PIB au cours des cinq prochaines années. La production, la distribution et la consommation de biens et services, ainsi que les activités économiques connexes, connaissent des bouleversements sans précédent. Retarder une vaccination efficace au niveau mondial ne fera que prolonger la pandémie de COVID-19 et provoquer de futures crises économiques.

Les travailleurs et travailleuses du monde entier réclament des mesures urgentes. Les syndicats ont déjà pris des initiatives dans 127 pays pour soutenir la dérogation. Nos communautés, ainsi que la vie et les moyens de subsistance des travailleur·euse·s, en dépendent.

Chaque jour de retard occasionne de nouvelles pertes en vies humaines et crée de nouveaux obstacles à la reprise. La recherche de profit et de bénéfices est inacceptable en situation de pandémie. Il n'y a plus d'excuses.

Personne ne sera en sécurité tant que le monde entier ne sera en sécurité.

Par conséquent, le Conseil des Global Unions (CGU), représentant plus de 200 millions de travailleur·euse·s au sein de la Confédération syndicale internationale (CSI), des Fédérations syndicales internationales (FSI) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (TUAC) :

- s'oppose aux disparités flagrantes entre les pays en développement et les pays industrialisés concernant l'accès et la distribution équitables des technologies et produits médicaux destinés à lutter contre la COVID-19, notamment les vaccins, les diagnostics, les dispositifs médicaux, les équipements de protection individuelle et les médicaments ;
- soutient les campagnes des syndicats et des organisations de la société civile dans le monde en faveur de la dérogation temporaire aux règles en matière de propriété intellectuelle de l'OMC durant la pandémie de COVID-19, telle que proposée par l'Inde, l'Afrique du Sud et d'autres parties prenantes, et cela dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins engendrés par la pandémie dans le monde ;
- salue le soutien apporté à la dérogation par plus d'une centaine de pays et demande à ces derniers, notamment aux États-Unis, à la Chine et à l'Australie, de faire pression de toute urgence sur ceux qui s'y opposent ;
- se joint et apporte son soutien à l'appel à utiliser tous les moyens possibles, notamment la levée temporaire des barrières, pour le développement, la production et l'approbation des vaccins, des traitements, des diagnostics et des technologies médicales.
- adhère à la campagne de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en faveur de l'équité vaccinale (#VaccinEquity), qui vise à lutter contre les

inégalités liées à la pandémie, en rappelant cependant que les initiatives existantes, telles que le groupement d'accès aux technologies contre la COVID-19, COVAX et l'accélérateur ACT, ne sont pas parvenues à atteindre leurs objectifs et à assurer l'approvisionnement rapide et équitable en vaccins contre la COVID-19 dont nous avons besoin ;

- appelle les gouvernements et les fabricants de vaccins à accélérer et élargir dans les plus brefs délais la mise à disposition des technologies et produits médicaux pour lutter contre la COVID-19 dans les pays à faible revenu et à poursuivre leurs initiatives, notamment le partage des technologies, en particulier la technologie des vaccins à ARNm, afin de renforcer la capacité de production dans un grand nombre de pays ;
- souligne l'importance de protéger l'intégrité et la qualité des vaccins, après l'assouplissement des restrictions ; et
- appelle les pays à prendre l'engagement commun de ne pas accumuler ou stocker un grand nombre de doses de vaccin, notamment en limitant les exportations, et demande à tous les pays producteurs de vaccins et de matériel associé de ne prendre aucune mesure empêchant le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement.